



Independent observer
of the Global Fund

Pour réussir, les programmes de lutte contre le VIH doivent adopter une approche fondée sur les droits en complément des interventions biomédicales

Lors de la 24ème Conférence internationale sur le SIDA, le Fonds mondial a annoncé la publication d'un nouveau rapport dévoilant les principales conclusions de son programme Éliminer les obstacles, une initiative révolutionnaire lancée en 2017 pour apporter un appui financier et technique intensif à 20 pays afin de lutter contre la stigmatisation et la discrimination, la criminalisation et d'autres obstacles liés aux droits de l'homme qui continuent de menacer les progrès contre le VIH, la tuberculose (TB) et le paludisme.

“L'une des leçons les plus puissantes de l'histoire de la lutte contre le VIH est que le succès de la lutte contre une maladie aussi redoutable ne peut être obtenu par les seules interventions biomédicales”, a déclaré Peter Sands, Directeur exécutif du Fonds mondial. “Nous devons également nous attaquer aux injustices qui rendent certaines personnes particulièrement vulnérables à la maladie et incapables d'accéder aux services de santé dont elles ont besoin. Il en va de même pour la tuberculose, le paludisme et d'autres maladies, notamment la COVID-19.”

Dans le contexte du VIH et de la tuberculose, les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les professionnels du sexe, les utilisateurs de drogues injectables, les personnes vivant avec le VIH et les personnes en prison ou dans d'autres milieux fermés sont socialement marginalisés, souvent criminalisés et confrontés à une série de violations des droits de l'homme qui augmentent leur vulnérabilité aux maladies et compromettent leur accès aux services de santé.

Les principales conclusions des évaluations à mi-parcours, qui ont été menées entre 2019 et fin 2021, révèlent que tous les pays participant au programme Eliminer les obstacles ont constaté des progrès dans l'élimination des obstacles liés aux droits humains dans le cadre des services de lutte contre le VIH, avec une augmentation moyenne d'utilisation des services de 0,9 point par rapport à la situation de départ sur une échelle 0-5. Cependant, même les cinq pays ayant obtenu les meilleurs résultats (Ukraine 3,7, Jamaïque 3,5, Botswana 3,3, Sénégal 3,1 et Kenya 3,1) n'atteignent pas les notes qui représenteraient une réponse complète au niveau national (supérieure à 4,0). La Sierra Leone (+1,7), la Jamaïque (+1,6), le Cameroun (+1,3) et le Mozambique (+1,3) ont enregistré la plus forte augmentation en termes de points obtenus.

Tous les pays étudiés ont également enregistré des progrès en matière de programmation dans la lutte contre la tuberculose. Les notes obtenues pour la tuberculose à mi-parcours allaient de 2,8 pour le Ghana à 0,2 pour la Sierra Leone, avec une augmentation moyenne de 0,6 par rapport au niveau de référence. Pour de nombreux pays, l'élimination des obstacles liés aux droits humains dans les services de lutte contre la tuberculose a nécessité le développement de nouvelles interventions, et les progrès signalés dans l'évaluation à mi-parcours reflètent une expansion rapide. La plus forte augmentation a été observée en Ukraine (+1,1) et en Côte d'Ivoire (+1,5).

Cependant, les évaluations montrent également que la COVID-19 a ralenti les progrès de l'initiative Eliminer les obstacles dans de nombreux pays. Mais elles relatent également comment les actions menées dans le domaine des droits de l'homme ont contribué aux approches basées sur les droits dans le cadre de la COVID-19. Dans quelques pays, des parajuristes communautaires ont reçu du soutien pour faire face aux violations des droits de l'homme qui se produisaient pendant les confinements. De nombreuses mesures innovantes ont été prises pour s'assurer que les populations clés continuent à bénéficier des services en dépit des confinements ou des quarantaines. Dans plusieurs pays, la sensibilisation des communautés a porté sur la prévention de la violence sexiste pendant les périodes de confinement.

Une autre série d'évaluations, prévue pour la fin de l'année 2022 et le premier semestre de l'année 2023, couvrira jusqu'à cinq ans d'activité et fournira des informations supplémentaires sur les résultats et l'impact obtenus dans les pays participant à l'initiative Eliminer les obstacles.

Le financement du Fonds mondial en faveur des droits de l'homme est sans précédent. Dans les 20 pays de l'initiative Eliminer les obstacles, les investissements du Fonds mondial dans les programmes visant à réduire les obstacles liés aux droits de l'homme ont été multipliés par plus de 10, passant d'un peu plus de 10 millions à plus de 130 millions de dollars. Il n'y a jamais eu autant de fonds pour soutenir la mise en œuvre de programmes complets visant à éliminer les obstacles liés aux droits de l'homme dans les services de santé.

“L'expérience Eliminer les obstacles démontre que, lorsqu'il existe un financement et un soutien technique suffisants, de multiples parties prenantes peuvent être dynamisées pour combiner et renforcer leurs efforts, et ainsi, faire de réels progrès dans la suppression d'obstacles existant depuis longtemps”, a conclu Sands. “C'est essentiel pour vaincre le VIH, la tuberculose et le paludisme, mettre en place des systèmes de santé véritablement inclusifs qui ne laissent personne de côté, et permettre à chacun, partout, de réaliser son droit à la santé et au bien-être.”

[Read More](#)
